



EXTRAIT DES REGISTRES DES DÉLIBÉRATIONS DU
CONSEIL COMMUNAUTAIRE

SÉANCE DU JEUDI 26 JUIN 2014

Direction Générale des Services
Gestion des Assemblées
Gestion des assemblées

Nombre de Membres		
Affiliés au Conseil Communautaire	En exercice	Qui ont pris part à la délibération
63	63	63

Objet de la délibération:
**Draguignan-
Acquisition
foncière- Quartier
sainte Barbe**

L'an deux mille quatorze le vingt six juin à dix huit heures, le Conseil Communautaire, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, en séance publique, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Olivier AUDIBERT-TROIN, Député du Var.

PRÉSENTS :

AUDIBERT-TROIN Olivier, PIANETTI Claude, LECOINTE Jacques, ALEMAGNA Claude, PARLANTI Alain, BOYER Liliane, MARCY Valérie, PIERRUGUES Gérald, GALLIANO Gilbert, GRAS Raymond, MARTIN Hugues, MARIA Daniel, MATRAS Fabien, FANELLI Nicole, ROUVIER Georges, BALDECCHI Serge, BACQUET Yves, AMBROSINO Franck, AMOROSO Anne-Marie, AUGUIN Jutta, CARZOLI Max, CAYMARIS Alain, CERET Stéphan, CHALOT-FOURNET Christine, CHARDES Bernard, COLLOMBAT Caroline, DUFOUR Sophie, FIORINI Francine, FRANCIN Sylvie, GUELLATI Malika, GUIOL Marie-Christine, HAINAUT Alain, LE POULAIN Yves, LOEW Grégory, MARCEL Frédéric, MENET André, MICHEL Jacques, MOMBAZET Jean-Pierre, NICOLETTI Christine, PELASSY Michèle, PREMOSELLI Christine, REGAZZETTI Francine, REIG Laure, ROUX Régis, RUDNIK Thierry, SANTONI Jean-Daniel, SENES Sylvain, SONNEVILLE David, VECCHIO Valéria, VIGIER Alain

REPRÉSENTÉS :

Bernard CHILINI pouvoir à Caroline COLLOMBAT, Christophe CARRIERE pouvoir à Olivier AUDIBERT-TROIN, Alain BOUCHER pouvoir à Jacques LECOINTE, Gilbert BOUZEREAU pouvoir à Sylvie FRANCIN, Anne-Marie COLOMBANI pouvoir à Jean-Daniel SANTONI, Brigitte DUBOUIS pouvoir à David SONNEVILLE, Nathalie GONZALES pouvoir à Alain PARLANTI, Mathilde KOUJIDECOURT pouvoir à Alain VIGIER, Françoise LEGRAIEN pouvoir à Liliane BOYER, Florence LEROUX pouvoir à Sophie DUFOUR, Sandrine MARY-BOUZEREAU pouvoir à Frédéric MARCEL, Thierry PESCE pouvoir à Claude PIANETTI, Richard STRAMBIO pouvoir à Christine PREMOSELLI

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Monsieur Fabien MATRAS

RAPPORTEUR : Monsieur Olivier AUDIBERT-TROIN

Transmis le :

11/7/2014

Au Représentant de l'État,
conformément aux dispositions
de la loi du 2 mars 1982

Communauté d'Agglomération
Dracénoise

Affiché le

11/7/2014

Depuis de nombreuses années la CAD réfléchit à l'aménagement du secteur de Sainte-Barbe. Dans ce sens une Convention Publique d'Aménagement a été signée en 2004 et arrive aujourd'hui à son terme.

Afin de permettre un aménagement maîtrisé et global de ce secteur, une procédure de ZAC a été initiée.

Parallèlement, la maîtrise foncière a partiellement été réalisée :

- En 2009, dans le cadre de la CPA, pour 17 hectares.
- En 2010, pour le chemin de Sainte-Barbe, après déclassement par la commune de Dranguignan

Une dernière acquisition est indispensable pour garantir un projet cohérent, répondant tant à des enjeux d'urbanisme qu'à des enjeux techniques et notamment hydrauliques. Cette acquisition restant à finaliser correspond aux terrains militaires qui bordent l'école d'artillerie à l'ouest du vallon de Sainte-Barbe. Ces terrains permettraient de traiter la question du risque lié aux ruissellements des eaux de pluie, qui perturbe le quartier des Négadis, situé en aval de Sainte Barbe.

Il s'agit d'acquérir les parcelles cadastrées BD n°83, 84, 175, 157 et BE n° 659p d'une superficie totale de 4ha 92a 42ca moyennant la somme de 296 512 € (hors frais).

Les parcelles concernées sont les suivantes :

Section	Parcelle	Superficie (en m ²)	Lieu-dit
BD	83	5 804	LES HAUTS NEGADIS
	84	6 318	
	175	20 250	CHEMIN DES NEGADIS
	157	14 460	SAINTE BARBE
BE	659 p	2 410	SAINTE BARBE
TOTAL		49 242	

Le service France Domaine a évalué le prix des parcelles 83, 84, 175 et 157 à 282 000 €. Les 2410 m² issus de la parcelle 659p sont estimés à 14 512 €.

Conformément aux discussions avec les services du Ministère de la Défense et en accord avec le commandement de l'École d'Artillerie, le prix se décompose comme suit :

- Une partie de la valeur du foncier payée directement ;
- Une seconde partie de la valeur du foncier payée sous forme de travaux (fourniture d'une clôture en remplacement de l'existante sur un linéaire de 650 mètres). Le montant des travaux ne pourra pas excéder le prix de la valeur du foncier proposée par le service France Domaine.

En conséquence et au vu de l'avis de la commission Aménagement / Urbanisme en date du 17 juin 2014, il est proposé au Conseil Communautaire de bien vouloir :

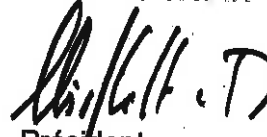
- Autoriser la Communauté d'Agglomération Dracénoise à acquérir auprès du ministère de la Défense, les parcelles susvisées aux conditions exposées ci-dessus, et autoriser Monsieur le Président ou Monsieur le Vice-Président délégué, à signer tout acte lié à cet achat.
- Dire que la réitération de l'acte de vente, s'effectuera par acte administratif, et autoriser à cet effet, Monsieur le Président à recevoir et à authentifier cet acte.
- Désigner dans ce cas de figure, Monsieur le 1^{er} Vice-Président, afin de représenter la Communauté d'Agglomération Dracénoise en sa qualité d'acquéreur et de signer ainsi l'acte administratif et tous documents.

- Dire que les frais et charges (dont les frais de clôture précités) en sus du prix de vente, seront à la charge de la communauté d'Agglomération Dracénoise.
- Dire que la Communauté d'Agglomération Dracénoise pourra, en cas de difficulté juridique, confier la rédaction des actes à un office notarial choisi par les parties et que les frais notariés seront supportés par la Communauté d'Agglomération Dracénoise et autoriser Monsieur le Président ou Monsieur le Vice-Président à signer l'acte notarié.
- Autoriser Monsieur le Président à solliciter toute subvention liée à l'objet de la présente délibération auprès de l'État, la Région, le Département et tout autre partenaire et à signer les documents s'y rapportant.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré, par 61 voix pour, 2 abstentions : RUDNIK Thierry, VECCHIO Valéria, décide d'adopter cette délibération.

Fait à Draguignan, le jeudi 26 juin 2014

Olivier AUDIBERT-TROIN



Président
Député du Var

Conformément au Code de Justice Administrative un délai de deux mois est ouvert à partir de la notification ou de la publication de la présente délibération pour contester celle-ci devant la juridiction administrative territorialement compétente. Dans ce même délai, la présente délibération peut être contestée devant l'autorité dont elle émane par l'exercice d'un recours gracieux. Ce recours suspend le délai de recours contentieux jusqu'à la réponse de ladite autorité ; le silence gardé pendant plus de deux mois valant rejet.